

Le Portugal au temps de Salazar

par Christophe Araujo

De 1926 à 1974, le Portugal a vécu sous le joug de la dictature salazariste. L'historien portugais Fernando Rosas revient sur les piliers d'un régime fasciste qui demeure mal connu en dépit de sa longévité.

À propos de : Fernando Rosas, *L'art de durer. Le fascisme au Portugal*, traduit du portugais par Clara Domingues. Paris, Éditions sociales, 2020. 332 p., 22 €. [Salazar e o Poder. *A Arte de Saber Durar*, Lisbonne, chez Tinta-da-china, 2012].

Le 28 mai 1926, un coup d'État met fin à l'expérience républicaine portugaise qui était parvenue à renverser une monarchie pluricentenaire en 1910. Lassés par un régime instable, des généraux décident de prendre le pouvoir pour rétablir un État fort. Le régime prend le nom de « Dictature nationale » en 1930, puis d'« État nouveau » en 1933. Dans un Portugal encore affecté par les conséquences économiques de la Première Guerre mondiale, le ministre de l'économie, António de Oliveira Salazar, nommé en 1928, se hisse officiellement à la tête du pays en 1932, lorsqu'il est nommé Président du Conseil. Il le reste jusqu'en 1968, année où une attaque cérébrale l'empêche de poursuivre toute fonction politique. Remplacé par Marcelo Caetano, alors que les guerres d'indépendance accaparent toutes les forces de l'État depuis 1961, le régime s'effrite et chute le 25 avril 1974, lors d'un nouveau soulèvement militaire, prélude à la Révolution des œillets.

En se penchant sur l'histoire du Portugal au XX^e siècle et tout particulièrement sur la période de la dictature, on tombe presque inévitablement sur le nom de l'historien Fernando Rosas. La condition était jusqu'à maintenant de lire le portugais pour pouvoir accéder à son œuvre très dense, qui s'est surtout concentrée sur cette période. La parution de cette traduction, dont l'original date de 2012, marque donc une salutaire étape pour le public français curieux d'en apprendre davantage sur ce moment crucial pour le Portugal et déterminant pour ses anciennes colonies. Elle permet, pour la première fois, de lire Fernando Rosas en français. La

rigoureuse traduction réalisée par Clara Domingues, et l'ajout de notes de traduction ainsi que de repères et d'une chronologie facilitent la compréhension de cette période historique.

Salazar : une complexe prise de pouvoir

La figure de celui qu'on désignait sobrement comme « le chef (*o chefe*) » est centrale dans cette œuvre de Fernando Rosas, bien qu'il précise en introduction ne surtout pas vouloir en faire une œuvre biographique qui serait « immanquablement, dans l'apologie laudatrice, à la manière d'une histoire complaisante à l'égard du régime » (p. 15). Si « Salazar » est, pour l'anecdote, le dernier mot du livre, il occupe de façon centrale la première moitié du développement, soit les deux premières parties de l'ouvrage. Dès l'introduction, Fernando Rosas précise qu'il ne parle pas dans ce livre de Marcelo Caetano, car cet ouvrage a surtout pour fonction de comprendre les mécanismes du maintien durable au pouvoir d'un seul homme : il ne faut donc pas lire ce livre comme un ouvrage sur l'ensemble de la période dictatoriale mais uniquement sur celui qui l'a le plus longtemps incarnée.

Dans la courte première partie, intitulée « Salazar et la politique », Fernando Rosas montre comment le dictateur portugais « considère la politique et conçoit le pouvoir politique qui devra régénérer la nation et l'intégrer » (p. 34). Fernando Rosas délimite tout ce qui pour le dictateur est facteur de désordre, à savoir la démocratie, le libéralisme, le socialisme et plus globalement les partis politiques qui fissurent selon lui l'unité nationale. En découle l'instauration d'un parti unique en 1930, l'Union nationale, afin de réunir l'ensemble des droites dans cette plateforme politique. Il a aussi rapidement cherché à transformer le pouvoir législatif en « auxiliaire du gouvernement dans le façonnage d'une force nationale, d'un environnement propice, autrement dit d'une opinion publique » (p. 47) afin de ne pas être entravé par quelque contre-pouvoir. F. Rosas précise aussi que Salazar s'entoure essentiellement de politiques dont il est certain de la fidélité, comme José Caeiro da Mata.

La deuxième partie, appelée « Prendre le pouvoir », est une démonstration saisissante de l'ascension de Salazar au principal poste politique du régime, soit celui de Président du Ministère : Salazar l'occupe de 1932 à 1968. F. Rosas commence par déconstruire le discours officiel : il rejette la façon dont Salazar se présente comme « un homme seul, au-dessus des intrigues » (p. 51) en détaillant le parcours de celui qui a d'abord été un député ambitieux durant la Première République (1910-1926). Il dénonce tout d'abord ce qu'il appelle les mythes du 28 mai – qui font du coup d'État l'expression de la volonté unanime du peuple portugais, mythe qui prend forme dans les années 1930 par la propagande du régime – en soulignant les nombreuses dissensions au sein des militaires mais aussi les déstabilisantes révoltes de la période 1927-1931.

F. Rosas retrace ensuite en soixante-dix excellentes pages l'ascension complexe, « pas à pas » et parfois entravée, de Salazar jusqu'à sa mandature de Président du Conseil¹. Celui-ci parvient à museler l'opposition de gauche afin de miner les velléités de retour à la République. Ensuite, après avoir occupé la fonction de ministre de l'économie à partir de 1928, il réussit à devenir essentiel aux yeux des militaires en obtenant notamment le soutien presque sans faille du Maréchal de l'armée et surtout Président de la République Óscar Carmona. En 1931, il apparaît dès lors comme le seul capable de stabiliser le gouvernement. Enfin, il parvient à faire converger les cinq courants de la droite (p. 138)² en éliminant tous les éléments les plus radicaux qui pourraient lui résister. Sont ainsi évoqués, entre autres, les cas de Francisco Rolão Preto et d'Alberto Monsaraz. Rolão Preto a créé le Mouvement national syndicaliste, d'inspiration italienne et allemande : ce mouvement est finalement interdit, le poussant à rejoindre l'opposition. Alberto Monsaraz est un militant monarchiste convaincu qui est rapidement entré dans l'opposition à Salazar, récusant un autre type de régime que la royauté.

Tout l'intérêt de ce livre est de dévoiler, contre la mythologie de l'homme providentiel et désintéressé par le pouvoir, créée par Salazar lui-même, les manœuvres par lesquelles celui-ci est arrivé au pouvoir et les nombreuses résistances auxquelles il a dû faire face. C'est par ailleurs António Ferro, directeur du principal organe de propagande portugais, le Secrétariat pour la propagande nationale, qui permet dans une série de discours minutieusement étudiés par Fernando Rosas, de façonner l'image que Salazar conserve une bonne partie de son long mandat, voire au-delà. Cultivant une distance qui cache surtout un certain mépris du peuple au point d'en faire un « élitiste antidémocratique » (p. 151), Salazar définit dans ces entretiens son projet de régime politique : « une relative "économie" de la violence répressive » (p. 157) provoquant une peur généralisée au sein de l'opinion publique, ce qui lui évite ainsi l'assimilation aux violences des autres régimes autoritaires allemand, italien ou bien soviétique ; l'apparition d'un homme nouveau dans une société idéale, sous l'égide des élites. Grâce à cette société sans tensions, la pérennité du régime serait assurée.

Les secrets de la longévité

La troisième partie du livre, intitulée « savoir durer », montre par quels moyens Salazar est parvenu à se maintenir aussi longtemps au pouvoir. La figure du dictateur passe alors au second plan et F. Rosas présente les cinq piliers qui sont pour lui le ferment de cette longévité exceptionnelle.

¹ Précisons que la fonction de Président de la République, occupé durant toute la période de la dictature par des militaires, a été progressivement réduite à partir de 1932.

² Ces cinq droites qu'il met en évidence sont : les républicains de droite, les catholiques, les intégralistes (monarchistes), les fascistes et la droite qu'il appelle des « intérêts », soit les entrepreneurs et les groupes économiques proches du régime.

Le premier est, en rupture avec le discours officiel, l'utilisation de la violence. Celle-ci est d'abord préventive : en dissuadant grâce à la censure, la délation et les écoutes, en intimidant par la surveillance policière, le contrôle sur la société devient si généralisé que la peur évite les contestations. Si celles-ci adviennent, la réponse passe par la violence punitive, exercée par la police politique, et souvent « socialement sélective » (p. 183) car moins hésitante à frapper ou bien à tirer contre les plus pauvres.

Le deuxième pilier est le contrôle politique de l'armée. Ainsi, les généraux ont été presque constamment fidèles à Salazar. Ainsi, lors de certaines crises comme la période de l'après Seconde Guerre mondiale ou bien la crise de l'élection présidentielle en 1958 où le candidat Humberto Delgado se positionne en opposant, l'armée reste fidèle au pouvoir politique³.

Le troisième pilier est la complicité de l'Église catholique. Cette complicité est marquée par une chronologie particulière : d'abord une phase d'entente allant de 1932 à 1958, dont l'apogée est la signature du Concordat où l'État portugais redéfinit ses relations avec l'Église catholique en 1940. Une période de tensions apparaît en 1958, lorsque l'évêque de Porto, Antonio Ferreira Gomes, publie une lettre dénonçant le régime. L'appui aux peuples décolonisés par le pape Jean XXIII renforce les difficultés, même si une grande partie du clergé reste fidèle au pouvoir politique.

Le quatrième pilier est le corporatisme, système qui pour les idéologues du régime préexiste à l'État et représente la véritable société, en tant qu'émanation de la « nation organique » (p. 248). Les corporations deviennent un instrument de contrôle très fort de la population et de l'économie, servant les intérêts des principaux groupes économiques.

Le dernier pilier enfin est celui de l'idéologie promouvant un homme nouveau. Cet homme nouveau est celui qui permettrait de renouer avec le mythe d'un Portugal des origines, peuplé de campagnards pauvres, mais vivant dans la vertu de la foi catholique. Ce pilier est le signe pour F. Rosas d'un projet d'encadrement totalitaire de la société : cet homme nouveau se forge avant tout dans les écoles dont les programmes sont revus dans cet objectif. F. Rosas souligne aussi comment ce projet s'adapte avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, en se dépouillant des dirigeants trop ostensiblement liés au régime nazi afin de montrer que l'alignement avec les forces de l'Axe n'est plus et que l'objectif est surtout à la lutte contre les communistes, attirant ainsi la bienveillance des États-Unis.

³ Il rappelle que par exemple, ce ne sont pas des généraux qui ont pris les armes le 25 avril 1974, mais les corps intermédiaires (des capitaines) ; les généraux avaient complètement intégré l'obéissance au pouvoir.

Affirmer la dictature portugaise comme un fascisme

Un des points essentiels avancés en filigrane dans l'ouvrage de F. Rosas, présent explicitement dans son titre en français⁴, est la nature fasciste du salazarisme. Le régime portugais ne fait pas partie des régimes autoritaires au sens défini par Juan Linz soit « des systèmes politiques au « pluralisme limité », politiquement non responsables, sans idéologie élaborée et directrice mais pourvus de mentalités spécifiques, sans mobilisation politique extensive ou intensive – excepté à certaines étapes de leur développement – et dans lesquels un leader ou, occasionnellement, un petit groupe exerce le pouvoir à l'intérieur de limites formellement mal définies mais, en fait, plutôt prévisibles »⁵. Le Portugal est pour lui un régime fasciste, même s'il se garde d'en donner une définition⁶. Le débat sur la nature du régime a profondément divisé la communauté scientifique portugaise. Ainsi, l'autoritarisme serait moins violent, moins structuré, que le fascisme. Fernando Rosas fait partie, avec entre autres Luís Reis Torgal et Manuel Loff, des historiens portugais⁷ qui considèrent que le régime portugais fut un régime fasciste, proche des autres dictatures d'extrême droite. Parmi ces historiens, comme on l'a vu, dans la caractérisation du régime mis en place par Salazar, F. Rosas parle même pour la période précédant la Seconde Guerre mondiale de projet totalitaire, qui serait incarné par le cinquième pilier qu'il identifie, celui de l'homme nouveau. Une autre partie de l'historiographie, influencée par les travaux anglo-saxons, a tendance à percevoir le régime portugais comme un régime autoritaire au sens strict : on peut faire référence à António Costa Pinto, Filipe Ribeiro de Menezes ou bien pour la France à Yves Léonard⁸.

Tout au long de ce livre, Fernando Rosas s'inscrit en faux contre « certaines approches historiographiques » (p. 158) selon lesquelles le Portugal n'est pas un fascisme. Ainsi, il s'oppose clairement à la tendance qui, à partir des estimations chiffrées relativement faibles du nombre de personnes ayant subi la violence du régime, caractérise le Portugal comme un régime peu

⁴ Le titre original de ce livre est « Salazar et le pouvoir, l'art de savoir durer ».

⁵ Voir Juan José LINZ, *Régimes totalitaires et autoritaires*, traduit de l'anglais par Mohammed-Saïd DARVICHE, William GENIEYS et Guy HERMET, Paris, Armand Colin, 2006.

⁶ Une des définitions de fascisme est celle d'Emilio Gentile : « le fascisme est un phénomène politique moderne, nationaliste et révolutionnaire, antilibéral et antimarxiste, organisé en parti-milice, avec une conception totalitaire de la politique de l'État, avec une idéologie activiste et antithéorique, avec des fondements mythiques, virilistes et antihédonistes, sacralisée comme une religion laïque, qui affirme le primat absolu de la nation, entendue comme une communauté organique ethniquement homogène, hiérarchiquement organisée en un État corporatiste, avec une vocation belliqueuse à la politique de grandeur, de puissance et de conquête, visant à la création d'un ordre nouveau et d'une civilisation nouvelle » (Emilio GENTILE, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Paris, Gallimard, 2004, p. 16-17)

⁷ Nous pouvons aussi mentionner pour la France, Michel Cahen, qui prend aussi position pour un régime fasciste. Voir Michel CAHEN, « Salazarisme, fascisme et colonialisme. Problèmes d'interprétation en sciences sociales, ou le sébastianisme de l'exception », *Portuguese Studies Review* (Trent University, Canada), XV (1), 2008, 87-113.

⁸ Voir António Costa PINTO, *O Salazarismo e o fascismo europeu, problemas de interpretação nas ciências sociais*, Lisbonne, Estampa, 1992 ; António Costa PINTO (Ed.), *Rethinking the nature of fascism, Comparative Perspectives*, Londres, Palgrave MacMillan, 2011; Yves LEONARD, *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 1996 (2^e édition 2004);, Filipe Ribeiro de MENESES, *Salazar. Uma biografia política*, traduit de l'anglais au portugais par Teresa CASAL, Lisbonne, publicações Dom Quixote, 2010.

violent. Pour Fernando Rosas, la démarche par laquelle on invente « un "violenciomètre" qui mesurerait les niveaux de violence et distinguerait ainsi les régimes fascistes des autres régimes » (p. 171), n'est pas recevable. Il rappelle que « la violence politique et sociale, on préfère qu'elle fonctionne "habituellement"⁹ » et que le régime doit donc éviter au maximum de l'utiliser. Outre cette question de la violence chiffrée, il revient sur la différence souvent soulignée entre le fascisme portugais et les fascismes italiens et allemands, quant à l'absence de mobilisation politique des masses : l'historien portugais Manuel de Lucena avait même parlé de « fascisme sans mouvement fasciste » dans les années 1970¹⁰. Or pour Fernando Rosas, si cette absence de mobilisation est certaine, deux des piliers présentés attestent de la nature fasciste du régime portugais : le projet de création d'un homme nouveau et le corporatisme. Ce dernier a pleinement participé d'une volonté de réorganisation du pays, puisque les unions de métiers étaient représentées dans une chambre des corporations qui complétait l'Assemblée nationale. Ainsi, le corporatisme, du fait de son emprise sur la société et l'économie, « représente le fascisme en tant que régime » (p. 272).

Quelques critiques

Ce livre a marqué une importante étape dans les travaux consacrés à la période de l'État Nouveau et la contribution de Fernando Rosas est indéniable. Cependant, quelques éléments peuvent être questionnés. L'ouvrage, qui se présente comme un essai inédit, prend parfois la forme d'une compilation de travaux¹¹.

On peut ensuite souligner plusieurs biais. Il me semble que Fernando Rosas accorde une trop grande place au mouvement ouvrier. Ainsi, lors de ce qu'il dépeint comme la fin du mouvement ouvrier par la création d'un syndicat national en 1934, fin avérée, il donne l'impression que le monde ouvrier est très important. Or, au-delà des grands centres urbains de Lisbonne et de Porto et de quelques enclaves, la majeure partie de la population portugaise vit encore à la campagne sur une bonne partie de la période : il faut attendre la toute fin du livre (p. 304) pour lire que le Portugal est « peu urbanisé ». Le poids accordé à ce pan de la société est peut-être à mettre en lien avec les engagements politiques et les souvenirs militants d'opposant au régime de l'auteur. Aussi, tout un développement est fait sur la campagne présidentielle de 1958 – mais on ne trouve aucune mention de l'élection présidentielle de 1949 où un candidat dissident de la droite, Norton de Matos, a voulu se présenter contre le candidat officiel, déstabilisant le pouvoir. On pourra également regretter le peu de place accordé aux

⁹ Fernando Rosas reprend ici une formulation que Salazar a utilisé pour le journaliste français Henri Massis, annonçant vouloir faire vivre le Portugal habituellement, soit en renouant avec le passé.

¹⁰ Manuel de LUCENA, *A evolução do sistema corporativo português*, Lisbonne, Perspectivas & Realidades, 1976.

¹¹ Comme en témoignent des répétitions au sein de l'ouvrage et la reprise de passages écrits par l'auteur à d'autres occasions. Ainsi à la page 141, puis de nouveau à la page 143, Fernando Rosas nous présente António Ferro comme un journaliste de renom ayant interviewé Mussolini et Atatürk.

facteurs ayant entraîné la chute du régime salazariste, au gré de l'érosion progressive des cinq piliers de la dictature.

Enfin, ce livre a parfois tendance à négliger la dimension impériale du Portugal. La mention des colonies apparaît explicitement pour la première fois à la page 140, lorsque Fernando Rosas parle de l'Acte colonial de 1930 et lorsqu'il présente l'importance des violences subies dans les colonies, en répression aux mouvements indépendantistes (p. 179 et 182). La focalisation sur le Portugal continental se reflète dans la bibliographie, très fournie, mais qui aurait gagné à une plus grande ouverture, notamment vers des chercheuses et chercheurs étrangers s'intéressant au Portugal : elle aurait peut-être permis de dépasser le seul horizon portugais.

Mais ces quelques éléments de réserve sont extrêmement minoritaires face à la force de la démonstration d'un des grands historiens portugais en activité : la traduction de ce livre est donc une heureuse nouvelle pour celles et ceux qui voudraient tenter de comprendre comment une dictature aussi longue a pu se maintenir aussi longtemps au pouvoir et marqué plusieurs générations. Aussi, la traduction française de ce livre, certes en décalage par rapport à sa première sortie en 2012, paraît alors que l'extrême droite semble trouver une nouvelle expression dans le champ politique européen. Le Portugal, qu'on croyait trompeusement résistant à l'extrême droite depuis 1974, ne fait pas exception, comme en témoigne l'émergence du parti « Chega ! » d'André Ventura affirmant sa dimension nationaliste, conservatrice socialement, et libérale économiquement. Le signe du retour du refoulé ?

Publié dans lavedesidees.fr le 16 mars 2020